

**Convention de mécénat n°2024-723 R  
passée pour le château de Villers-en-Ouche entre la Demeure Historique  
et la Société Civile Immobilière SCI Villers-Domergue, propriétaire.**

(articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du Patrimoine)

La présente convention concerne le château de Villers-en-Ouche, 13 route du Manoir – 61550 La Ferté-en-Ouche, et plus particulièrement le château, inscrit en totalité par arrêté du 13 décembre 2004, à l'exception de la chambre à alcôve et du cabinet attenant situés au 1<sup>er</sup> étage du château, classés par arrêté du 19 avril 2005, la fabrique dite « Petite Hollande » et le colombier, inscrits par arrêté du 10 avril 1974, ainsi que la cour d'honneur et le parterre Ouest, inscrits par arrêtés du 21 décembre 1989 et du 13 décembre 2004, dénommés ci-après le Monument.

Elle est passée entre :

+ la Demeure Historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57 quai de la Tournelle, Paris Vème, agréée le 8 juillet 2008 puis le 13 juillet 2021 par le ministre chargé du Budget en application du 2 bis de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts, représentée par Armelle Verjat, Déléguée générale, dûment habilitée par le Conseil d'Administration, dénommée ci-après « la Demeure Historique » ;

+ La Société Civile Immobilière SCI Villers-Domergue, propriétaire du Monument dont le siège se trouve 14 avenue Stéphane Mallarmé – 75017 Paris et représentée par son gérant Luc Domergue, dénommée ci-après « la Société civile » ;

+ Les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

+ Luc Domergue, domicilié 14 avenue Stéphane Mallarmé – 75017 Paris, 50 parts

+ Stéphanie Domergue, domiciliée 14 avenue Stéphane Mallarmé – 75017 Paris, 50 parts

Soit 100 parts ;

Dénommés ci-après « les associés ».

### **Préambule**

La présente convention de mécénat a pour objet d'encadrer la collecte de dons versés en faveur du château de Villers-en-Ouche, conformément au dispositif prévu aux articles L.143-2-1 et L.143-15 du code du patrimoine.

## **I Programme des travaux**

Article 1er La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La Société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur les parties inscrites ou classées du Monument ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties inscrites ou classées.

La Société civile s'engage à informer la Demeure Historique de toute modification qui serait apportée ultérieurement au programme de travaux, y compris lorsque ces modifications sont imposées par les autorités administratives.

Toute modification significative du programme de travaux donnera lieu à la rédaction d'un avenant, sauf si cette modification résulte d'une exigence administrative ou si les ressources recueillies ne permettent pas à la Société civile d'engager la totalité du programme, auquel cas ils pourront le réduire à due concurrence, avec l'accord de la Demeure Historique.

## **II Financement des travaux**

Article 2 Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la Société civile, avec l'accord de la Demeure Historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Article 3 La Demeure Historique s'engage à affecter la totalité des dons perçus au financement des travaux décrits et évalués à l'annexe I, sous réserve des frais de gestion prévus à l'article 16.

Si les fonds collectés excèdent le montant requis pour financer les travaux, lesdits fonds pourront être réaffectés soit à un autre programme de travaux à définir sur le même monument, sous réserve de la signature d'une convention de mécénat dans un délai d'un an, soit à un autre monument. Dans ce dernier cas, le choix du monument et du projet appartient à la Demeure Historique.

La Société civile s'engage, pour le cas où le financement par les subventions publiques et les dépenses engagées par la Demeure Historique excèderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Article 4 Compte tenu des limitations imposées aux immeubles faisant l'objet d'une exploitation commerciale, la Société civile déclare sous sa responsabilité que ni elle, ni aucune autre personne physique ou morale présente sur le site n'ont réalisé de recettes commerciales brutes hors taxes supérieures à 60 000 euros pour l'année civile 2023.

A compter de la signature de la convention, si le montant des recettes commerciales perçues par la Société civile et/ou toute autre personne physique ou morale présente sur le site dépasse le seuil de 60 000 € bruts hors taxes au titre d'une année civile, la Société civile s'engage à en informer la Demeure Historique au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

Cette obligation court jusqu'à ce que les dons collectés au titre du mécénat atteignent le montant prévu au plan de financement de l'annexe II, sauf si ce dernier est révisé.

Le dépassement de ce seuil entraîne la vérification par la Demeure Historique de la réunion des conditions d'éligibilité mentionnées aux articles 2 *bis* de l'article 200 et du *f* du 1 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts.

Il pourra donner lieu à la rédaction d'un avenant.

La Demeure Historique se réserve le droit d'inviter à tout moment la Société civile à lui communiquer les informations relatives à l'exploitation commerciale du Monument.

Le cas échéant, au regard de la réglementation en vigueur, la collecte de dons pourra être temporairement ou définitivement suspendue sans que la responsabilité de la Demeure Historique ne puisse être engagée.

### **III Engagements de la Société civile**

Article 5 La Société civile s'engage :

- + à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : d'une part l'obtention d'un financement par les subventions publiques et de dons de mécénat de 81,5 % pour chaque phase des travaux, la Société civile restant néanmoins libre de commencer les travaux quand ce taux n'est pas atteint, à charge pour elle de trouver les financements complémentaires nécessaires ; d'autre part l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- + à communiquer à la Demeure Historique toute modification du plan de financement de l'annexe II ;
- + à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- + à remettre à la Demeure Historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;
- + de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- + à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux.

Article 6 Compte tenu des empêchements énumérés par le *Bulletin officiel des finances publiques* pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, la Société civile s'engage à remettre à la Demeure Historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle à l'égard des mécènes. A défaut d'une telle attestation, la Demeure Historique ne pourra pas fournir de reçu fiscal au mécène concerné.

#### III.1 Engagement de conservation du Monument

Article 7 La Société civile s'engage à conserver le Monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à conserver la totalité des parts de la Société civile pour cette même période.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

#### III.2 Engagement d'ouverture au public du Monument

Article 8 La Société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du Monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an (qu'ils soient ou non fériés) au cours des mois de juillet, août et septembre. La Société civile sera tenue d'effectuer les démarches prévues par la réglementation pour informer le public.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du Monument par des groupes

d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L 227-4 du Code de l'Action Sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la Société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'Etat ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le Monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La Société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées européennes du Patrimoine, notamment).

#### **IV Inexécution des obligations de la Société civile**

Article 9 La Société civile s'engage à informer la Demeure Historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 7 de la présente convention, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Les associés s'engagent à informer leurs héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 7 et 8, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Article 10 En cas de succession incluant les parts de la SCI propriétaire du Monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 7 et 8 pour la durée restant à courir. En cas de donation desdites parts, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

La reprise des engagements mentionnés aux articles 7 et 8 fera l'objet d'un avenant par les repreneurs. Si cet engagement n'est pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 11 deviendra exigible.

Article 11 En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1er, 4 et 6 la Société civile devra rembourser à la Demeure Historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués ainsi que, le cas échéant, la valeur des travaux réalisés ou des matériaux fournis telle que mentionnée sur le reçu fiscal délivré au titre d'un mécénat de compétence ou d'un mécénat en nature. Cette obligation incombera également, après eux, aux ayants-droits des associés, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1er, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 4 et 6, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 7 et 8, la Société civile devra rembourser à la Demeure Historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués ainsi que, le cas échéant, la valeur des travaux réalisés ou des matériaux fournis telle que mentionnée sur le reçu fiscal délivré au titre d'un mécénat de compétence ou d'un mécénat en nature. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Article 12 Les associés s'engagent, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du Patrimoine.

## **V Surveillance des travaux**

Article 13 La Demeure Historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

## **VI Modalités de paiement**

Article 14 Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la Société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le gérant de la Société civile, ou tout autre personne désignée par elle, les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure Historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La Société civile n'ayant pas opté à la TVA pour les revenus fonciers du Monument, la Demeure Historique règlera le montant TTC.

En conséquence, la Société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de la Demeure Historique aux entrepreneurs dans ses déclarations d'impôt sur le revenu. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

En cas de mécénat de compétence ou de mécénat en nature, la Demeure Historique émettra un reçu fiscal comportant l'identité de l'entreprise donatrice, la date du don, la description physique (nature et quantités) des biens et services reçus qu'a acceptés la Société civile avec mention de leur valeur. La Demeure Historique ne sera habilitée à émettre un reçu fiscal que sur présentation d'un récapitulatif des travaux réalisés ou des matériaux fournis comprenant une évaluation de ceux-ci, établi et validé par l'entreprise mécène, et visé par l'architecte et la Société civile. Pour ses frais de gestion relatifs à ces types de mécénat, la Demeure Historique facturera à la Société civile la somme de 150 € pour chaque reçu fiscal émis.

Article 15 Avant de régler une facture, la Demeure Historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique. Les honoraires d'architectes correspondants et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure Historique dès lors qu'ils sont prévus dans le programme prévisionnel.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du gérant de la Société civile se trouvant engagée par leurs visas.

## **VII Frais de gestion de la Demeure Historique**

Article 16 Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la Société civile et des frais de gestion concernant le mécénat de compétence mentionnés à l'article 14, la Demeure Historique retiendra pour ses frais de gestion 4 % sur la fraction de chaque don reçu inférieure ou égale à 10 000 €, et 2 % sur la fraction excédant ce montant, et ce quel que soit les modalités de collecte des fonds.

Un taux différent pourra être appliqué en cas de don reçu de mécènes étrangers.

## **VIII Contreparties du mécène**

Article 17 La Société civile s'engage à informer la Demeure Historique des éventuelles contreparties octroyées à un mécène.

La Demeure Historique se réserve le droit de ne pas émettre de reçu fiscal au mécène lorsque les contreparties octroyées ne respectent pas la réglementation en vigueur.

## **IX Dispositions diverses**

Article 18 Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure Historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la Société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocats et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure Historique au sujet des travaux ou de ses résultats, la Société civile, seule responsable de ces travaux, devront prendre à leur charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

## **X Exclusivité**

Article 19 La Société civile s'engage à ne pas signer et atteste ne pas avoir signé de convention de mécénat portant sur les mêmes travaux que ceux mentionnés à l'annexe I avec d'autres structures habilitées en vertu des articles L.143-2-1 et L.143-15 du code du patrimoine

Le non-respect de cette clause entraînerait la rupture immédiate de la présente convention.

## **XI Communication et publication de la convention**

Article 20 La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site [www.demeure-historique.org](http://www.demeure-historique.org) (et, si elle le souhaite, sur celui de la Société civile). La Demeure Historique la transmettra au ministère chargé de la Culture, pour publication au *Bulletin officiel*. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure Historique la transmettra également à la Direction régionale des Finances publiques.

L'existence de cette convention et de sa publication est mentionnée sur l'affiche de l'autorisation de travaux prévue au code du patrimoine ou du code de l'urbanisme.

Article 21 Si leur importance est significative, les modifications de programme et du plan de financement mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 2, 4 et 10 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

## **XII Durée de la convention**

Article 22 La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure Historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure Historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués des frais de gestion prévus à l'article 16.

Article 23 La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans. Elle pourra être prolongée, sans avenant, sous réserve que la durée maximale de la convention ne puisse excéder dix ans à compter de la signature de la convention.

A l'issue de ce délai, la collecte de dons est suspendue, sauf si la Société civile justifie que le programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I n'est pas achevé et qu'elle remplit toujours les conditions pour bénéficier du dispositif prévu aux articles L.143-2-1 et L.143-15 du code du patrimoine, conformément à l'article 4 de la présente convention.

Le cas échéant, la convention pourra être prorogée par avenant. Les annexes I, II et III de la présente convention seront mises à jour.

Article 24 La Société civile s'engage à informer la Demeure Historique de la date d'achèvement des travaux mentionnés en annexe I dans un délai de 3 mois suivant cet achèvement et à lui communiquer une attestation de fin de travaux accompagnée du plan de financement définitif de l'opération ainsi que, le cas échéant, du constat de conformité ou du récolement délivré par les services de la Drac.

Le remboursement mentionné à l'article 3 de la présente convention pourra être exigé.

### **XIII Litiges**

Article 25 En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le Guide juridique du mécénat en faveur des monuments historiques privés de la Demeure Historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis à la Société civile. Le tribunal judiciaire de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

Fait en 3 exemplaires à Paris, le 30 septembre 2024

Signatures :

Armelle Verjat  
Déléguée Générale  
de la Demeure Historique

Luc Domergue  
Gérant et associé

Stéphanie Domergue  
Associée

## Annexe I : Programme de travaux

Le programme des travaux est découpé en quatre phases distinctes :

Phase n°1 : Restauration du clos-couvert du château ;

Phase n°2 : Restauration des intérieurs du château et restitution de l'ancienne chapelle au sein de la fabrique dite « Petite Hollande » ;

Phase n°3 : Restauration du colombier et de la cour d'honneur ;

Phase n°4 : Restauration du parterre Ouest.

<b>Phase n°1 Clos-couvert du château</b>	<b>Montant HT</b>
Installation de chantier et maçonnerie	170 710 €
Charpente	122 835 €
Couverture	218 545 €
Menuiserie	211 150 €
Honoraires d'architecte (8,8 %)	63 645,12 €
<i>Sous Total HT</i>	<i>786 885,12 €</i>
TVA (10%)	78 688,51 €
<b>Total TTC</b>	<b>865 573,63 €</b>

<b>Phase n°2 Intérieur du château et « Petite Hollande »</b>	<b>Montant HT</b>
<b>Restauration des intérieurs du château</b>	
Installation de chantier et maçonnerie	107 299 €
Restauration de l'escalier monumental	73 500 €
Menuiserie (parquets et boiseries)	36 490 €
Honoraires d'architecte (8,8 %)	19 121,43 €
<i>Sous-total HT</i>	<i>236 410,43 €</i>
TVA (10 %)	23 641,04 €
<b>Restitution de l'ancienne chapelle dite « Petite Hollande »</b>	
Installation de chantier et maçonnerie	260 250 €
Charpente	32 000 €
Couverture	31 500 €
Menuiserie	147 000 €
Honoraires d'architecte (8,8 %)	41 426 €
<i>Sous-total HT</i>	<i>512 176 €</i>
TVA (20 %)	102 435,20 €
<b>Total TTC</b>	<b>874 662,67 €</b>

<b>Phase n°3 Colombier et cour d'honneur</b>	<b>Montant HT</b>
<b>Restauration du colombier</b>	
Installation du chantier et maçonnerie	173 092 €
Charpente	108 340 €
Couverture	61 926 €
Honoraires d'architecte (8,8 %)	30 215,50 €
<i>Sous-total HT</i>	<i>373 573,50 €</i>
TVA (20 %)	74 714,70 €
<b>Restauration de la cour d'honneur</b>	
Couverture des communs	175 000 €
Maçonnerie des murs de clôture	68 000 €
Restitution de la grille de la cour d'honneur	85 000 €
Honoraires d'architecte (8,8 %)	28 864 €
<i>Sous Total HT</i>	<i>356 864 €</i>
TVA (20 %)	71 372,80 €
<b>Total TTC</b>	<b>876 525 €</b>

<b>Phase n°4 Parterre Ouest</b>	<b>Montant HT</b>
Maçonnerie des murs et portail en bois	175 000 €
Pavillon Ouest (toiture, menuiserie, maçonnerie)	65 000 €
Clôtures du bassin	45 000 €
Restitution d'un jardin régulier	310 000 €
Trianon (clos couvert)	85 000 €
Réfection de l'allée du « Trianon » et plantation de charmes	35 000 €
Honoraires d'architecte (8,8 %)	62 920 €
<i>Sous Total HT</i>	<i>777 920 €</i>
TVA (10 %)	155 584 €
<b>Total TTC</b>	<b>933 504 €</b>

<b>Montant total des travaux TTC</b>	<b>3 550 265,30 €</b>
--------------------------------------	-----------------------

### **Annexe II : Plan de financement**

<b>Financement</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Montant</b>
Mécénat	35 %	1 242 592,85 €
DRAC (en cours)	25 %	887 566,32 €
Conseil régional de Normandie (en cours)	20 %	710 053,06 €
Conseil Départemental de l'Orne	2.5 %	88 756,63 €
Autofinancement	18,5 %	621 296,44 €
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>3 550 265,30 €</b>

### **Annexe III**

- **Entreprise réalisant les travaux :**

En cours.

- **Échéancier des travaux :**

Phase n° 1 : Octobre 2024-2025

Phase n°2 : 2026

Phase n°3 : 2027

Phase n°4 : 2028 – janvier 2029

- **Calendrier prévisionnel de leur paiement :**

Au fur et à mesure des travaux.

Signatures

Luc Domergue  
Gérant et associé

Stéphanie Domergue  
Associée